

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 20/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/07/2025

Contexte et constats

Publié sur 

LAT Nitrogen France SAS

Usine de Grandpuits
CS 20798
77720 Mormant

Références : E/26-0090

N° Hélios : 63055

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/07/2025 dans l'établissement LAT Nitrogen France SAS implanté Usine de Grandpuits CS 20798 77720 Mormant. L'inspection a été annoncée le 04/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le suivi de la gestion post-accidentelle de l'incident du 24 janvier 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAT Nitrogen France SAS
- Usine de Grandpuits CS 20798 77720 Mormant
- Code AIOT : 0006501167
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'usine LAT NITROGEN FRANCE communément appelée Usine de Grandpuits a été mise en service en 1968. Elle est implantée sur le territoire des communes de GRANDPUITS-BAILLY-CARROIS, AUBEPIERRE-OZOUER-LE-REPOS et QUIERS, à 57 km au sud-est de Paris, à l'est de MORMANT et au nord-ouest de NANGIS. L'usine occupe une surface de 45 hectares. Elle a été rachetée en 2023 par le groupe AGROFERT.

Ses activités sont la fabrication, le stockage et l'expédition :

- d'engrais azotés simples : Ammonitrates haut dosage (HD),
- de divers produits chimiques intégrés dans la filière azote :
- Ammoniac, Alkali (solution d'eau ammoniacale),
- Acide Nitrique,
- Anhydride carbonique liquéfié (CO₂),
- Nitrate d'ammonium en solution chaude (NASC) à usage agricole ou industriel.

Compte tenu de ses activités, l'usine de Grandpuits est classée Seveso seuil haut. Elle est également soumise à la directive IED. En outre les activités de l'usine de Grandpuits sont encadrées par :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation n°09 DAIDD IC 142 du 04 juin 2009
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°10 DRIEE 057 du 23 novembre 2010 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°10 DRIEE 063 du 15 décembre 2010 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2011 DRIEE UT77 183 du 20 décembre 2011 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°12 DRIEE UT77 027 du 13 février 2012 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°13 DCSE IC 003 du 11 janvier 2013 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°13 DCSE IC 020 du 26 février 2013 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°14 DCSE IC 010 du 13 février 2014 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°DCSE/BPE/IC 2018/78 du 19 octobre 2018 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2021/01/DCSE/BPE/IC du 20 janvier 2021 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2022-48/DCSE/BPE/IC du 28 octobre 2022 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaire n°2025/DRIEAT/UD77/102 du 07 juillet 2025.

Par ailleurs un Plan Particulier d'Intervention (PPI) a été élaboré du fait de la présence de cette usine de Grandpuits et de la Raffinerie TOTAL Grandpuits située à proximité. Le PPI a été approuvé par arrêté du 26 juin 2022.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6	Demande d'action corrective	3 mois
5	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 2.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Condition d'augmentation du nombre de wagons autorisés	Lettre préfectorale du 25/07/2024	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Conditions de transfert d'une partie du mélange ammoniac/propylène dans des wagons	Lettre préfectorale du 10/02/2025, article Annexe - Point 6	Sans objet
3	Conditions de mise en œuvre d'un "run" de production de NASC et d'ammonitrates	Lettre préfectorale du 21/02/2025, article Annexe - Point 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas répondu aux écarts relevés lors des inspections du 13 février 2025 et du 07 mars 2025. L'inspection a pu toutefois solder 3 fiches d'écart relevées lors des inspections du 11 février et du 14 mars 2025. Cependant, pour 2 constats établis lors des inspections du 09 juillet 2024 et du 14 mars 2025, des justificatifs sont demandés à l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Évènement Redouté n°2-53
Prescription contrôlée : A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure : <ul style="list-style-type: none">-le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;-la tenue à jour des procédures ;-le test des procédures incident/ accident ;-la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces actions sont tracées. B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant. L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.
Constats : <u>Constat de l'inspection du 09 juillet 2024 :</u> <u>Observation n°20240709-3 :</u> L'exploitant s'assurera que les fréquences de vérifications des instruments constitutifs des MMR sont adaptées à leur niveau SIL et que sa documentation indique les fréquences correctes. L'exploitant pourra utilement assurer cette vérification pour l'ensemble de la chaîne des MMR. <u>Constat relevé lors de l'inspection du 02 juillet 2025 :</u> Dans son courrier du 21 mai 2025 en réponse au rapport de l'inspection du 09/07/2024, l'exploitant indique que la vérification de la chaîne MMR est intégrée au planning d'audit interne du site de l'année 2025. En salle, l'exploitant explique que le plan de sauvegarde de l'emploi de janvier 2025 ainsi que l'incident du 24 janvier 2025 sont venus perturber le rythme des audits. Celui-ci reprend de façon normale à compter du second semestre 2025. → L'observation n°20240709-3 de l'inspection du 9 juillet 2024 est maintenue. L'inspection rappelle que l'observation n°20240709-3 ne porte pas exclusivement sur le contrôle de la fréquence de vérification des instruments constitutifs de la 2-MMR 39, mais plus largement sur les

instruments impliqués sur l'ensemble des chaînes MMR.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Conditions de transfert d'une partie du mélange ammoniac/propylène dans des wagons

Référence réglementaire : Lettre préfectorale du 10/02/2025, Annexe - Point 6
Thème(s) : Risques accidentels, Mélange ammoniac/propylène dans les wagons
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> • <u>6. Mélange ammoniac / propylène dans les wagons</u> <p>Le mode de gestion du mélange ammoniac / propylène transféré dans les wagons à l'issue de l'étape 1 devra être précisé à l'inspection des installations classées avant sa mise en œuvre. En cas de non mise en œuvre complète ou d'inefficacité du protocole décrit en 4 étapes dans le courrier du 5 février 2025, le mélange ammoniac / propylène transféré dans les wagons est évacué vers un centre de traitement adapté.</p> <p>En tout état de cause, les wagons contenant le mélange ammoniac / propylène sont clairement identifiés et stockés à l'écart des wagons contenant de l'ammoniac pur, dans l'attente de leur gestion. Leur accès est restreint au personnel autorisé.</p>
Constats : <u>Constat de l'inspection du 11 février 2025 :</u> <u>Suite n°11022025-5 :</u> Les étiquettes « Ammoniac + Propylène - Ne pas expédier - Attendre autorisation pour dépoter » étant imprimées sur une feuille de papier placée dans une pochette en plastique, l'exploitant s'assurera de leur intégrité durant toute la durée du stockage des wagons. <u>Constat de l'inspection du 02 juillet 2025 :</u> Lors de la visite du site, l'Inspection a constaté la présence, sur les wagons contenant du mélange ammoniac/propylène, d'étiquettes autocollantes résistantes aux intempéries. → La suite n°11022025-5 de l'inspection du 11 février 2025 est soldée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conditions de mise en œuvre d'un "run" de production de NASC et d'ammonitrates

Référence réglementaire : Lettre préfectorale du 21/02/2025, Annexe - Point 6
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'environnement et des atmosphères explosives
Prescription contrôlée : Des balises de détecteurs de NO _x , NH ₃ , HCN, C ₃ H ₆ , CO, H ₂ S et de limite inférieure d'explosivité (de l'un des gaz présents dans les sphères et disposant de la limite inférieure d'explosivité la plus faible) sont mises en place dans les zones concernées par le « run » de production, en tenant compte des conditions météorologiques. En particulier, plusieurs balises sont placées au niveau des unités de production ainsi qu'au niveau des sphères.

<p>En cas de détection d'une des balises, l'information est reportée en salle de contrôle. Des détecteurs de NO_x et de NH₃ sont également présents en périphérie du site.</p> <p>Des rondes d'opérateurs avec des détecteurs mobiles sont effectuées autour des zones concernées par le « run » de production afin de vérifier l'absence de gaz. Les balises de détecteurs gaz susvisées seront potentiellement repositionnées en fonction de ces tournées.</p> <p>Une mesure de COT est réalisée le premier jour du run puis deux fois par semaine sur le rejet des eaux usées liées à ce « run » de production et ayant vocation à être injectées en puits profond.</p>
<p>Constats : <u>Constat de l'inspection du 14 mars 2025 :</u></p> <p><u>Suite n°14032025-5 :</u> L'exploitant transmettra un justificatif de la mise en place d'une balise au niveau du réacteur KSA.</p> <p><u>Suite n°14032025-6 :</u> L'exploitant prendra les mesures adéquates afin de limiter les émissions d'ammoniac au sein du bâtiment abritant le réacteur KSA.</p> <p><u>Constat de l'inspection du 02 juillet 2025 :</u></p> <p>Lors de la visite du site, l'Inspection a constaté la présence d'une balise de détection multi gaz au niveau du réacteur KSA.</p> <p>→ La suite n°14032025-5 de l'inspection du 14 mars 2025 est soldée.</p> <p>Lors de la visite du site, le réacteur KSA était en fonctionnement et l'Inspection n'a pas constaté d'odeur d'ammoniac autour de ce réacteur. L'exploitant indique avoir trouvé le bon dosage en ammoniac afin d'optimiser l'injection de ce réactif pour la fabrication du NASC.</p> <p>→ La suite n°14032025-6 de l'inspection du 14 mars 2025 est soldée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. [...]</p>
<p>Constats : <u>Constat de l'inspection du 14 mars 2025 :</u></p>

Suite n°14032025-8 : L'exploitant prendra les dispositions nécessaires afin de maintenir propre le bâtiment abritant le réacteur KSA.

Constat de l'inspection du 02 juillet 2025 :

Lors de la visite du site, l'Inspection a constaté que le local abritant le réacteur KSA était dépourvu de grains d'ammonitrates. Toutefois, les allées au droit des bandes transporteuses des grains d'ammonitrates présentaient par endroits une accumulation de ces grains, rendant le parcours glissant. L'exploitant explique que ces accumulations sont liées à la configuration des bandes transporteuses. En effet, selon l'exploitant, les nouveaux modèles, par leur forme, limitent les projections de grains d'engrais.

L'exploitant explique que les anciennes bandes sont remplacées au fur et à mesure.

→ La suite n°14032025-8 de l'inspection du 14 mars 2025 est maintenue. Dans l'attente du remplacement des bandes transporteuses, l'exploitant prendra les dispositions nécessaires afin de maintenir propre les allées au droit de ces bandes transporteuses. L'exploitant transmettra en outre un échéancier de remplacement de ces bandes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Incidents ou accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 2.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Constats :

Le 25 avril 2025, lors d'une opération de torchage, l'alimentation en gaz naturel s'est fermée de manière intempestive, libérant une faible quantité d'ammoniac dans l'atmosphère, induit par le temps de mise en sécurité de la torche. Dans le rapport transmis le 28 avril 2025, l'exploitant indique que cet arrêt intempestif est lié au dysfonctionnement de l'électrovanne 5192.

En salle, l'exploitant explique qu'il compte remplacer cette électrovanne lors du prochain arrêt prévu à l'été 2025.

Suite n°02072025-1 : L'exploitant transmettra les justificatifs de remplacement de l'électrovanne 5192.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Condition d'augmentation du nombre de wagons autorisés

Référence réglementaire : Lettre préfectorale du 25/07/2024
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure de manœuvre de wagons
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Par la présente, je vous informe que je prends acte de la modification sollicitée dans votre dossier du 23 juillet 2024 selon les conditions prévues dans celui-ci, pour un fonctionnement en discontinu de vos unités de production appelé « run ». Le nombre de wagons d'ammoniac présents sur site est limité à un maximum de 140 et la durée de dépassement des 80 wagons autorisés par l'arrêté préfectoral susvisé ne doit pas dépasser 50 % d'une année calendaire conformément à la circulaire susvisée.</p> <p>J'attire votre attention sur la comptabilité nécessaire à mettre en œuvre afin de s'assurer du respect du critère précité.</p> <p>Conformément à votre demande, je note donc la réalisation d'un « run » [...] <u>sous réserve de la mise en œuvre d'une procédure d'exploitation encadrant la manœuvre des wagons</u> [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>En salle, l'exploitant indique n'avoir jamais disposé d'une procédure spécifique pour le déplacement des wagons au sein de l'établissement, même lorsque que leur nombre était limité à 80.</p> <p>Selon l'exploitant, le nombre de voies constamment disponibles et leur longueur ne nécessitent pas une organisation particulière.</p> <p>D'après l'exploitant, l'augmentation du nombre de wagons autorisés sur site depuis juillet 2024 n'a pas d'influence sur l'organisation de la réception des trains, ni sur l'équipe charge du dépotage des wagons.</p> <p>Suite n°02072025-2 : L'exploitant transmettra une procédure définissant l'organisation mise en place pour respecter, en toutes circonstances :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la limite de 140 wagons d'ammoniac sur site et • la limite selon laquelle la durée de dépassement des 80 wagons autorisés par l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2018 ne doit pas dépasser 50 % d'une année calendaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois